

Les francophones veulent se faire entendre

JURA BERNOIS La région ne compte aujourd’hui qu’un représentant sous la Coupole, c’est l’UDC Manfred Bühler. Dans les autres partis, aucun Romand n’a de réelles chances, et cela pour plusieurs raisons

VINCENT BOURQUIN
@bourquvin

Berne est l’un des cantons clés des élections fédérales du 22 octobre. Après Zurich, il dispose de la plus grande délégation au Conseil national avec 24 élus. Cette année, il est aussi le théâtre d’un sacré match à gauche pour le Conseil des Etats. Et les 100 000 francophones pourraient jouer un rôle clé pour départager la socialiste Flavia Wasserfallen et le Vert Bernhard Pulver.

Coprésident des Vert·e·s bernois, Cyprien Louis regrette l’absence de campagne commune, mais reconnaît que l’enjeu est énorme pour son parti, qui veut absolument conserver cinq sièges au Conseil des Etats afin de pouvoir former un groupe. La différence entre Flavia Wasserfallen et Bernhard Pulver pourrait se jouer dans le Jura Bernois et à Bienne. Cyprien Louis rappelle la francophilie et l’attachement de l’ancien ministre à cette région. De son côté, Maurane Riesen, vice-présidente du Parti socialiste bernois, souligne que Flavia Wasserfallen connaît, elle aussi, bien la région et son histoire, et que durant cette campagne elle est venue à plusieurs reprises dans le Jura bernois.

«Pas un petit soldat»

Outre le Conseil des Etats, l’autre grand enjeu de ce scrutin est la présence d’un élu francophone sous la coupole fédérale. Contrairement à l’exécutif cantonal, aucun siège n’est garanti à la minorité linguistique. Il y a quatre ans, Manfred Bühler n’avait pas été réélu et le Jura bernois perdait son unique représentant. Mais grâce à l’élection d’Albert Rösti au Conseil fédéral, le maire de Cortébert a fêté son retour à Berne. Cette fois-ci, il espère ne pas prendre une nouvelle veste électorale. Devenu, depuis, président de l’UDC bernoise, il a



Pour garder son siège au Conseil national, l’UDC Manfred Bühler espère obtenir des voix au-delà de son camp. «Je veux aussi porter au parlement la voix du Jura bernois», assure-t-il. (VILLERET, 5 OCTOBRE 2023/LAURENT MERLET/KEYSTONE)

gagné en notoriété. Par ailleurs, trois de ses collègues ne peuvent plus se représenter, atteints par la limite des mandats. «Je suis raisonnablement confiant. Cela n’est jamais gagné d’avance. La présidence de la section n’est pas une garantie d’élection, mais cela peut aider.» Pour conserver son siège, Manfred Bühler espère obtenir des voix au-delà de son camp. «Cela avait été le cas il y a quatre ans. Je ne suis pas seulement un petit soldat de l’UDC, je

veux aussi porter au parlement la voix du Jura bernois, et, actuellement, seul mon parti peut faire élire quelqu’un.»

Toutefois, chez les socialistes, on ne se sent pas du tout représenté par Manfred Bühler: «Il ne défend absolument pas les mêmes idées que moi, il n’est pas tourné vers l’avenir, le futur de nos enfants. Au Conseil national, on ne fait pas de la politique régionale», affirme Maurane Riesen. Position moins tranchée du côté de l’écologiste

On assiste à un cercle vicieux, l’absence d’élus de la région démotive l’électorat

Cyprien Louis: «Je le préfère à un autre UDC. Il est important pour le Jura bernois d’avoir un relais au parlement. Si Manfred Bühler

n’est pas élu, ce serait un signe très négatif pour la région.»

Même si tous les partis présentent également des candidats francophones, leurs chances de succès sont extrêmement faibles. Mathématiquement, les 100 000 francophones du canton de Berne auraient droit à 2,4 sièges, rappellent le Forum du bilinguisme et BERNbilingue, qui ont lancé une campagne pour que la députation bernoise ne soit plus jamais monolingue. Ils rappellent

qu’en 1979, la population envoyait encore six représentants francophones sous la coupole fédérale. Afin de comprendre les raisons de ce net recul, BERNbilingue a mandaté le journaliste Rudolf Burger pour réaliser une étude. Il désigne trois responsables: les médias allemands qui ne parlent pas des candidats de l’autre langue; les partis qui ne les mettent pas en avant; la population francophone qui participe moins aux élections.

Campagne en allemand

En 2019, la participation dans le Jura bernois était en effet de 36,8%. Comment expliquer ce taux plus faible que dans le reste du canton? Pour Manfred Bühler, c’est la faute aux séparatistes qui ne se mobilisent pas. Cyprien Louis constate que les francophones se sentent moins concernés car la campagne se passe essentiellement en allemand. Un autre argument, souvent entendu, c’est que le Jura bernois se porte plutôt bien économiquement et que ses habitants sont satisfaits de leur sort.

En fait on assiste à un cercle vicieux, l’absence d’élus de la région démotive l’électorat. Maurane Riesen se veut optimiste, selon elle les partis commencent à mettre en avant des Romands. Elle, comme Cyprien Louis ou la PLR Virginie Heyer sont les nouveaux visages politiques de la région. Quant à Bienne, elle ne devrait plus avoir de représentants sous la Coupole après le départ de Hans Stöckli. Dans la cité seelandaise aussi, la situation des candidats romands est difficile. L’ancienne conseillère municipale PLR Silvia Steidle a ainsi axé toute sa campagne sur la partie allemande du canton. «Je suis allée jusqu’à Sumiswald et 90% du temps j’ai parlé en allemand.» La Biennoise s’est aussi rendue à Moutier, qui vote pour la dernière fois aux élections fédérales pour des candidats bernois. ■

Un duel engagé entre le PS et Les Vert·e·s

BERNE Qui décrochera le deuxième siège du Conseil des Etats dans le canton? Derrière le grand favori Werner Salzmann (UDC), la gauche se déchire, même si la socialiste Flavia Wasserfallen et le Vert Bernhard Pulver disent se respecter mutuellement

MICHEL GUILLAUME, BERNE
@mfguillaume

C’est une bataille entre politiciens chevronnés qui se joue dans la course au Conseil des Etats dans le canton de Berne. Favori, le sortant Werner Salzmann (UDC), candidat malheureux au Conseil fédéral l’an dernier, devrait s’imposer selon un sondage des journaux Tamedia. Derrière lui, Flavia Wasserfallen (PS) a pris une longueur d’avance sur l’ancien conseiller exécutif Bernhard Pulver (Les Vert·e·s).

En 2019, la gauche a caressé l’espoir de rafler les deux sièges du Conseil des Etats avec le socialiste biennois Hans Stöckli et la Verte bernoise Regula Rytz. Elle a finalement échoué, et ce duel a laissé des traces, car les deux formations avaient conclu un accord que Les Vert·e·s n’ont pas respecté.

Une femme fan de foot

Dans un canton bourgeois qui devrait logiquement élire Werner Salzmann, c’est derrière lui le match entre Flavia Wasserfallen et Bernhard Pulver qui retient donc l’intérêt. Le terme ne saurait être plus approprié pour la socialiste, passionnée de foot féminin, qui a contribué à créer le FC Helvetia du parlement. «Je suis attaquante, je suis

là pour marquer les buts», sourit-elle. L’initiative, précise-t-elle, va au-delà du football. «Il s’agit aussi de réseauter entre femmes.»

Avant même d’avoir achevé ses études en sciences politiques, Flavia Wasserfallen a plongé dans une carrière politique, d’abord en tant que députée au Grand Conseil, puis comme cosecraétaire générale du parti national. Conseillère nationale depuis 2018, elle s’est beaucoup engagée dans les questions de santé, se réjouissant des deux victoires

«Je ne fais pas campagne, car je travaille sur les thèmes qui me semblent importants»

WERNER SALZMANN, CANDIDAT UDC AU CONSEIL DES ETATS

enregistrées en votation populaire sur les initiatives «Contre la publicité pour le tabac» en 2019 et «Pour des soins infirmiers forts» en 2021. Il s’agit désormais de les mettre en œuvre, surtout la dernière qui touche une profession en pénurie de main-d’œuvre. «Maintenant que la première partie de l’initiative a été lancée avec l’offensive de formation, il faut mettre l’accent sur l’amélioration des conditions de travail du personnel infirmier», dit-il.

Bernhard Pulver fait, quant à lui, son retour sur la scène politique. L’ancien

ministre de la Formation, très populaire au point d’être le mieux élu au gouvernement bernois en 2010, a marqué une période où la gauche a détenu la majorité à l’exécutif. Mais cela, c’est du passé. Aujourd’hui, il préside l’Hôpital universitaire de l’île. A ce titre, il a fait fermer deux hôpitaux dans l’agglomération bernoise, ce qu’on n’a pas manqué de lui reprocher. «J’ai pris mes responsabilités», insiste-t-il. Le problème, ce ne sont pas les coûts de la santé, mais leur financement dans un système qui est socialement injuste avec la prime par tête», répète-t-il.

«Ce sera serré»

Durant cette campagne, Bernhard Pulver se profile bien sûr sur la transition énergétique face au réchauffement climatique. La loi sur le climat et l’offensive solaire le rendent optimiste. «Nous venons de décoller dans cette transition. Nous devons donc faire un bon score pour ne pas freiner cet élan.»

Quant au favori, Werner Salzmann, il ne devrait pas être inquiété. «Je ne fais pas campagne, car je travaille sur les thèmes qui me semblent importants», souligne-t-il. Soit le renforcement de l’armée, l’amélioration du management de crise au sein de la Confédération en cette période très tourmentée et l’extension du réseau autoroutier pour fluidifier le trafic. Malgré les sondages qui lui sont favorables, il ne veut pas vendre la peau de l’ours avant de l’avoir tué. «Ce sera serré jusqu’à la fin», estime-t-il. Le verdict tombera probablement le 19 novembre, car un ballottage général est prévu au premier tour. ■

COMMENTAIRE

Des voix à Berne pour les minorités linguistiques

La Suisse chérit ses minorités nationales. En tout cas, sur le plan déclaratif. Il est essentiel que cet élan d’amour se traduise politiquement, que les minorités linguistiques aient des représentants sous la coupole fédérale. Concrètement les trois cantons officiellement multilingues devraient garantir à tous un ou plusieurs sièges aux Chambres fédérales. Il y va des équilibres si essentiels pour le fonctionnement du système politique suisse.

La situation est particulièrement délicate pour les 100 000 francophones du canton de Berne. En 2011 et en 2019, c’était le choc, leur unique représentant au Conseil national n’avait pas été réélu. Ce déficit de représentativité a été gommé de justesse avec le retour de Manfred Bühler, qui a bénéficié de l’élection d’Albert Rösti au Conseil fédéral. Mais il n’est pas certain d’être élu, et surtout, aucun autre Romand ne se profile.

Aujourd’hui les partis bernois sont appelés à mettre en avant ces minoritaires, leur donner une réelle chance malgré les ambitions des majoritaires. Les électeurs francophones, qu’ils soient du Jura bernois de Bienne ou de Berne, doivent aussi cesser de boudier les urnes et soutenir leurs candidats au-delà des clivages politiques.

Dans les autres cantons bilingues – Fribourg et Valais – la situation est moins problématique. A Fribourg, la minorité germanophone (29%) est bien repré-

sentée: sur sept conseillers nationaux, trois sont Allemaniques. Et durant fort longtemps, au Conseil des Etats, c’était la parité exacte. En 2019, cette tradition a été rompue avec l’élection de Johanna Gapany, mais il n’est pas exclu qu’elle se reproduise si le Vert d’origine singinoise Gerhard Andrey l’emporte face à la PLR.

Du côté du Valais, Romands et Allemaniques se partagent de manière immuable les deux places à la Chambre des cantons. Avec, soyons ironiques, comme seule condition d’être du Centre puisque l’ex-PDC monopolise ces deux sièges. Au Conseil national, les Germanophones sont deux sur huit, alors qu’ils représentent 25% de la population. N’oublions pas les Grisons, seul canton trilingue du pays. Parmi leurs cinq députés, les minorités romanches et italophones sont représentées. En particulier avec l’un des hommes qui incarne le mieux la défense des minorités: le président du Conseil national, Martin Candinas, qui parle régulièrement romanche à la tribune du parlement.

Si la situation bernoise ne s’améliore pas et si elle se détériore ailleurs, la question doit être relancée: la Constitution fédérale ne devrait-elle pas imposer à chaque canton officiellement multilingue de réserver un ou deux sièges à sa minorité? Une telle initiative soumise par le canton de Berne avait malheureusement été rejetée en 2014 par les Chambres fédérales. ■ V. B.